



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 3

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2018
en faveur de la République du Tchad

Document relatif à l'action pour « Développement intégré des communes du Nord du Tchad (COM-NORD) »

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	<i>Développement intégré des communes du Nord du Tchad (COM-NORD)</i> Numéro CRIS: TD/FED/040-025 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République du Tchad L'action est menée dans les régions du Tibesti, du Borkou et de l'Ennedi-Ouest dans les communes de Faya-Largeau, Fada et Bardaï et leur périphérie.	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) pour la période 2014-2020 concernant l'aide de l'Union européenne (UE) en faveur de la République du Tchad	
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Secteur sécurité alimentaire, nutrition et développement rural	Aide publique au développement : OUI ¹
5. Montants concernés	Coût total estimé: 22 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget du FED: 10 000 000 EUR (1,8 % du PIN) La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part du Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ) pour un montant de 2 500 000 EUR. La Commission se verra confier la responsabilité de gérer la contribution pour un montant de 10 000 000 EUR transférée par l'Agence française de développement (AFD) après la signature de l'accord de transfert correspondant, en accord avec les procédures applicables pour les dépenses de l'Union européenne, en particulier FED	

¹ L'aide publique au développement «doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement».

6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)			
7. a) Code(s) CAD	43030 – Développement et gestion urbains 15112 - Décentralisation et soutien aux administrations infranationales 14030 – Approvisionnement en eau potable de base et assainissement - dispositifs de base 12240 – Nutrition de base			
b) Principal canal de distribution	40000 - ORGANISATIONS MULTILATERALES			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	La présente action contribue aux programmes phare thématique «biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent» suivants: 1. développement humain, social et économique; 2. sécurité alimentaire, agricultures et pêches durables; 3. environnement et changement climatique.			

10. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>Objectif ODD principal: permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge (objectif 3)</p> <p>Objectifs ODD secondaires:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau (objectif 6); 2. éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable (objectif 2); 3. parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (objectif 5).
---	---

RESUME

Les régions du Nord du Tchad (Borkou, Ennedi Ouest, Tibesti) ciblées par le projet sont caractérisées par une quasi-absence d'État: les services de base aux populations ne sont que très faiblement assurés, y compris dans les principales communes (Faya-Largeau, Fada et Bardaï). Ces situations relèvent des capacités réduites de l'État, au niveau de ses structures décentralisées et déconcentrées, dans un environnement où d'une part, les organisations de la société civile, jeunes et peu pourvues en ressources, ont des attentes importantes mais sont peu ou mal formalisées et, d'autre part, où les projets de l'aide internationale commencent seulement à intervenir en relation aux services de base mais à une échelle réduite n'intégrant pas ou peu les centres urbains.

L'intervention contribue, à travers le déploiement d'une approche de développement inclusif et participatif local, dans les espaces urbains et péri-urbains, à l'instauration d'une dynamique d'amélioration du cadre de vie des citoyens, concourant à la réduction des vulnérabilités.

L'objectif global est de réduire les vulnérabilités des populations, notamment la malnutrition.

L'objectif spécifique est le développement intégré des communes du Nord du Tchad dans une démarche de gouvernance locale partagée.

Le projet intervient donc sur quatre différentes dimensions:

- (i) la planification locale multi-acteurs répondant aux besoins des communautés, en poursuivant, renforçant et élargissant les premières expériences menées;
- (ii) la production des services identifiés comme prioritaires, en commençant par l'adduction d'eau et l'assainissement, et l'appui aux initiatives de développement socio-économique local, avec un focus sur les attentes des femmes, des jeunes et plus largement des groupes défavorisés, mis en œuvre à travers la contractualisation entre les institutions décentralisées et les organisations de la société civile;
- (iii) la promotion de la santé au niveau communautaire (sensibilisation autour des déterminants de la santé, y compris de la malnutrition);
- (iv) la consolidation du dispositif institutionnel, en renforçant les services décentralisés et déconcentrés, parties prenantes essentielles au processus de développement local ainsi que les organisations de la société civile.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Le Tchad est un vaste pays enclavé de l'Afrique centrale couvrant une superficie de 1 284 000 km². Les projections à l'horizon 2020 montrent une démographie prévisionnelle de l'ordre de 16,14 millions d'habitants. Le Tchad est classé au 186^e rang mondial sur 188 en

matière de développement humain (donnée du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour 2016).

Les régions du Nord du Tchad ont connu des crises répétitives depuis l'indépendance jusque dans les années 2000. De nos jours, la zone est toujours fortement militarisée, notamment au vu de la situation au sud de la Lybie. Il faut de plus noter que cette région est vulnérable au commerce informel, trafic, orpaillage illégal et est un passage de migration vers la Libye.

Suite à cette situation particulière, les services de base aux populations ne sont que très faiblement assurés. En rapport à la santé, le taux de malnutrition aigüe des enfants est de 19,5 %, la malnutrition chronique de 28 % et le taux de prise en charge curative de 0 %. Concernant l'eau et l'assainissement, le taux actuel réel d'accès à une alimentation en eau potable est de 10 à 20 %, le taux de défécation à l'air libre de 60 à 88 %, la gestion des ordures ménagères familiales et des eaux usées est de l'ordre de 0 %. Ces situations relèvent des capacités réduites de l'État, dans un environnement où les organisations de la société civile, jeunes et peu pourvues en ressources, possèdent des attentes importantes.

Le Tchad est recensé comme le deuxième pays le plus vulnérable au monde du point de vue du changement climatique². Le pays a validé en 2017 un document de stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques (SNLCC). Les besoins en eau figurent de façon transversale dans l'ensemble des priorités d'adaptation au changement climatique³. Selon l'index INFORM, le Tchad est classé en troisième position des pays étant en risque de subir une crise humanitaire⁴. Concernant le genre, selon le PNUD, le pays est positionné à la 157^e place en 2016, en avant dernière position.

Les avancées dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été très timides au Tchad. Le taux d'accès à l'eau potable devrait atteindre plus de 60 % à l'horizon 2018. Cependant, il existe encore un problème à résoudre, celui de l'accès à une eau saine et en quantité suffisante dans les centres urbains.

Ce projet advient au début de la 4^e République, dont la constitution a été adoptée en avril 2018. Il s'inscrit notamment en anticipation d'une plus grande autonomisation des collectivités territoriales.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Le cadre des politiques publiques au Tchad est relativement complet et adresse correctement l'ensemble des secteurs et les axes d'intervention que le projet souhaite aborder à travers ce projet de développement intégré.

Au titre de la lutte contre la pauvreté, *«la vision 2030, le Tchad que nous voulons»* couvre tous les secteurs de développement et poursuit l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). Le résultat 4 du *plan national de développement (PND) 2017-2021* considère l'amélioration de l'accès des populations à une eau potable et la mise en œuvre des plans d'investissement régionaux (PIR) eau et assainissement 2015-2030 comme faisant parties des priorités d'actions. En outre, le gouvernement a élaboré le *schéma directeur de l'eau et de l'assainissement du Tchad* (SDEA 2003-20) en vue de disposer d'un cadre de référence pour le développement du secteur dans une vision à moyen et long terme.

Plusieurs documents encadrent à la fois **les soins de santé de base** (*paquet minimum d'activités, politique de santé communautaire* mais aussi les documents de *politique nationale*

² Notre Dame Global Adaptation Initiative, 2017.

³ Contribution déterminée au niveau national (CDN) pour l'accord de Paris et la SNLCC.

⁴ L'indice de risque INFORM est un moyen de comprendre et de mesurer le risque de crises humanitaires et de catastrophes et comment les conditions qui les influencent affectent le développement durable ([www. http://www.inform-index.org/](http://www.inform-index.org/)). La Somalie et le Soudan du Sud sont respectivement classés numéro un et deux.

de santé et son *plan national de développement sanitaire*) et les actions qui ciblent la prévention et la prise en charge de toutes les formes **de malnutrition** avec des stratégies multisectorielles.

Un *schéma directeur de la décentralisation* a été élaboré en 2006 puis actualisé à plusieurs reprises. Le schéma directeur donne des orientations stratégiques sur les étapes de mise en place des collectivités. Au sein de la nouvelle constitution de la 4^e République, il est prévu d'évoluer dans le cadre de l'option d'un État unitaire fortement décentralisé avec une amplification de l'autonomie des collectivités ainsi appelées «collectivités autonomes».

Enfin, la politique du gouvernement traite des questions transversales, entre autres l'égalité entre hommes et femmes et l'adaptation au changement climatique comme partie intégrante d'un développement durable et inclusif. Les objectifs stratégiques de la vision 2030 ainsi que les principales priorités de la *politique nationale «genre»* prévoient la promotion de l'accès équitable aux services sociaux de base avec par exemple la réduction des pratiques néfastes à l'éducation des filles et des garçons (corvée de l'eau,...).

Pour ce qui concerne le *programme indicatif national du FED 2014-2020*, le projet opérationnalise une partie du premier secteur de concentration, dénommé «sécurité alimentaire, nutrition et développement rural». Ses objectifs stratégiques s'intègrent des interventions visant notamment à (i) augmenter et diversifier la production alimentaire, (ii) restaurer et renforcer les moyens d'existence et de la résilience, l'accès aux services de base et aux aliments pour les plus pauvres, (iii) améliorer la santé et la nutrition pour les populations les plus vulnérables par des actions de prévention et des soins nutritionnels, enfin (iv) améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement alliée à l'information sur l'hygiène. Le projet visé est tout à fait conforme à ces orientations.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Le projet implique des acteurs localisés aussi bien à l'échelle centrale qu'au niveau des régions d'intervention. À ce titre, sont parties prenantes du projet:

Le ministère de l'économie, de la planification du développement (MEPD) est le maître d'ouvrage du projet et ordonnateur national (ON) du FED, et le ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale (MAT) supervise le projet pour le compte du gouvernement. Les autres ministères sectoriels, dont notamment celui en charge de l'eau (et de l'assainissement) sont impliquées au niveau du comité de pilotage et via leurs services techniques déconcentrés dans les régions.

Les collectivités territoriales décentralisées (CTD), à savoir les communes de Faya-Largeau, Fada et Bardaï, sont les bénéficiaires principales des actions à déployer dans le cadre de leurs domaines de compétence en vue de produire des services de qualité aux populations.

Les services techniques déconcentrés (STD), au niveau le plus adéquat, sont bénéficiaires des activités de renforcement de capacité mais sont aussi responsables de l'assistance et du conseil aux CTD dans leurs domaines de compétences respectives et de mise en œuvre des fonctions régaliennes de leurs départements ministériels dans les régions.

Les gouverneurs de région, restent les responsables de la coordination des actions des différents intervenants à l'échelle des circonscriptions administratives.

Les autorités coutumières sont un facteur de paix et de cohésion sociale sur la base des pratiques séculaires acceptées par tous. Ces chefferies sont impliquées dans la mise en œuvre des activités au niveau communautaire.

La société tchadienne des eaux (STE) et/ou une ou plusieurs sociétés privées sont chargées d'assurer la gestion de l'adduction d'eau potable (AEP) sous maîtrise d'ouvrage des CTD.

Les organisations de la société civile (OSC) participent à la définition des besoins via l'établissement/révision des plans de développement communaux (PDC) ou plans de

développement villageois (PDV), préparent les requêtes de financement et/ou d'appui aux groupements et aux associations, et exécutent les projets sélectionnés avec ces derniers.

Les populations des communes urbaines et péri-urbaines sont les bénéficiaires de l'ensemble des services de base offerts dans le cadre du projet, ciblant particulièrement les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés.

Ce projet est cofinancé par les bailleurs de fonds suivants:

- l'Union européenne (UE),
- l'Agence française de développement (AFD),
- le Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ), le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (à confirmer).

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) est l'opérateur de la mise en œuvre du projet via des conventions de délégation de fonds.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

L'analyse opérée amène à dresser un constat préoccupant en relation à la fourniture des services essentiels aux populations, en quantité et en qualité. Les régions ciblées sont caractérisées par une quasi-absence d'État. Considérant les investissements dont ces régions auraient besoin pour fonctionner, le soutien financier du gouvernement central et l'affectation de ressources humaines avec des compétences adaptées ont été insuffisants ou inefficaces. Ce constat relève de décennies de sous-investissement suite aux crises répétées connues dans cette portion du territoire, représentant près de 50 % de la superficie du pays. En résultante, les services aux usagers sont, si existants, dans une situation de dégradation avancée.

Le Tchad s'est engagé dans une réforme de décentralisation qui s'est concrétisée par l'élection de conseils et d'exécutifs communaux élus en 2012, notamment dans les communes ciblées par l'action.

Ces CTD disposent de compétences étendues, au nombre de treize, dont l'éducation, la santé, l'hydraulique, l'assainissement, la jeunesse, l'agriculture et l'élevage, l'environnement et les ressources naturelles. Ces transferts de compétences ne sont pas accompagnés du transfert des moyens correspondants. La déconcentration auprès des STD demeure également incomplète, aussi bien au niveau des ressources humaines que des ressources financières.

Il en résulte (i) des CTD à la fonctionnalité contrainte par la faiblesse de leurs ressources dans leur rôle de maître d'ouvrage et d'animateur du développement local, (ii) des services techniques déconcentrés de l'État en faible capacité d'accompagnement.

Concernant la santé, les données recueillies doivent être utilisées avec prudence. Néanmoins, le niveau de soins offerts ainsi que les tabous culturels et les grandes distances à parcourir plaident en faveur d'un scénario où la population repose sur des mécanismes d'adaptation pour la plupart inappropriés et inefficaces. La couverture financière du gouvernement pour mettre en place ses politiques de santé est suffisante et est en train de se restreindre fortement. Ceci se traduit avec (i) une faible fréquentation des centres de santé de la part de la population, (ii) une diminution des services disponibles à cause d'un manque de personnel qualifié et (iii) une augmentation sur le budget des ménages des dépenses en santé.

Seules quelques organisations non gouvernementales (ONG) locales possèdent des capacités de mise en œuvre. Les organisations de base sont cependant nombreuses même si dans le Nord elles demeurent le plus souvent dans l'informel, possèdent un champ d'action réduit suite à leurs ressources extrêmement limitées (humaines, matérielles et financières).

1.2 Autres domaines d'évaluation

S.O.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Enclavement des régions, difficultés d'accès voire fermeture de la frontière avec la Libye avec pour effet, la fluctuation à la hausse des prix des matériaux et des matériels.	E	Programmation des interventions tenant compte des aspects saisonniers et des évolutions du contexte. Les aspects logistiques doivent être pris en compte dans la conception et le budget de l'action.
Manque d'engagements et de capacités au niveau des services déconcentrés de l'État dont les responsables de l'administration territoriale au niveau des régions.	E	Approche modulaire avec des résultats et des activités susceptibles de mise en œuvre de manière différenciée sans affecter la cohérence d'ensemble de l'intervention. Renforcement des capacités des STD présents intégrés dans les activités du projet, ce qui devrait améliorer les compétences des agents sur place.
Intérêt limité des structures de l'État suite à la conduite du projet en délégation de gestion.	M	Accent mis sur la coordination des actions à travers les gouvernorats, renforcés pour assurer l'organisation des espaces de concertation tels que les CRA, les CDA ou les comités de suivi des PDC. Choix du ministère en charge de l'administration du territoire (MAT) comme maître d'œuvre délégué par l'ON.
Instabilité dans les communes liée à la préparation et à la tenue des prochaines élections communales.	M	Renforcement continu des capacités, notamment humaines des agents des CTD, intégrés dans les activités du projet. Les OSC locales sont également intégrées dans la mise en œuvre des actions au niveau de la commune, assurant ainsi une continuité des activités de terrain si nécessaire.
Opérationnalisation non effective de la société tchadienne des eaux (STE).	E	Renforcement en cours de la STE à travers une intervention conjointe de l'UE, de l'AFD et des Pays-Bas. Approche pragmatique consistant à collaborer avec les gestionnaires existants (CTD) ou privés, comme indiqué dans la loi.
Les communes ne disposent pas des ressources pour assurer leurs dépenses de fonctionnement et les dotations de l'État ne sont pas mises à disposition à temps.	E	Le renforcement des capacités des communes devrait améliorer leur gestion quotidienne et leur capacité à collecter des recettes supplémentaires, augmentant ainsi leur autonomie financière. Ce renforcement pourra se faire dans le cadre des réformes institutionnelles si elles adviennent pendant

		le projet.
Captation des activités de développement par les élites locales représentées, notamment celles représentées au sein des CTD.	M/E	Accent mis sur la transparence et la redevabilité à travers toutes les actions du projet (utilisation de système d'auto-évaluation des performances de la commune). Dispositif de suivi-évaluation renforcé qui permet d'analyser en continu l'évolution des dynamiques liées aux questions d'inclusion.
Les communautés n'acceptent pas de discuter des problématiques socio-culturelles notamment celles liées à la santé.	M/E	Travail de dialogue et de sensibilisation important avec les diverses communautés, les chefferies coutumières et plus particulièrement avec les femmes, pour la compréhension des problèmes socio-culturels.
Manque d'engagement des communautés dans la mise en œuvre du projet et faible demande envers les services de base (liés aux aspects socio-culturels en particulier en lien avec les activités de santé).	F	Accent mis sur la sensibilisation des communautés, avec des réponses adaptées au contexte socio-culturel. Renforcement des capacités des CTD sur les processus de concertation participatifs et inclusifs, y compris au niveau des quartiers et dans les villages péri-urbains. Capitalisation régulière sur ces aspects, afin de réajuster le projet.
Hypothèses		
1. La situation politique et sécuritaire dans les régions du Nord demeure stable. 2. L'État prend les dispositions requises pour assurer la présence des STD à leurs postes. 3. Les textes sectoriels sont mis en cohérence avec les principes de la décentralisation et les textes d'application en matière de transfert de compétences précisent les engagements respectifs et réciproques de l'État et des CTD.		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

L'évaluation de la coopération de l'UE pour la période 2008-2014 a montré que malgré des résultats positifs, la durabilité reste cependant moyenne (eau potable) ou faible (santé). Elle attire l'attention sur la **nécessité de renforcement des capacités, non seulement des organisations de la société civile mais également des administrations publiques**. Elle marque l'intérêt d'inscrire les actions dans une logique de subsidiarité, avec une mise en œuvre au niveau le plus proche des bénéficiaires.

La capitalisation du programme d'appui au développement local et à la gestion des ressources naturelles financé sur 10^e FED (PADL-GRN) a tiré des leçons utiles: maîtrise limitée de la planification locale par les leaders locaux; difficulté d'impliquer les femmes, les transhumants, les personnes retournées et les réfugiés dans le processus avec pour effets des déficits dans la prise en compte de leurs besoins. L'implication des structures déconcentrées et des collectivités territoriales est nécessaire pour améliorer la production des services. Il est également souligné de privilégier le développement au profit des femmes.

L'évaluation du projet d'appui à la bonne gouvernance (UE, PAG 2012-2017) relève que la décentralisation et la déconcentration s'inscrivent au Tchad dans un contexte de **grande faiblesse et instabilité institutionnelle**. Les menaces actuelles ne contribuent pas à faire remonter la décentralisation à un niveau plus haut dans l'agenda politique national. La **compréhension de ce qu'est la décentralisation est insuffisante** aux différents niveaux de l'administration. Il est également remarqué que les collaborations entre les communes et les services déconcentrés sont difficiles, souvent conflictuelles liées à la méconnaissance de leur nouveau rôle; il existe des **besoins considérables en formation et sensibilisation des acteurs étatiques, tout en communiquant vers les autres acteurs non étatiques**.

Avec le programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), l'UE applique déjà une approche différente au secteur de la santé. Le niveau d'intervention est beaucoup **plus proche des communautés** en développant une base d'agents de santé communautaires et en équipant les communautés avec des connaissances basées sur les «**bonnes pratiques familiales**»⁵.

Enfin, une étude sur les aspects anthropologiques, historiques, juridiques et socioéconomiques des régions du Borkou, de l'Ennedi Est et Ouest et du Tibesti, a été menée par OCHA en janvier 2017. Il est notamment recommandé d'intégrer dans l'analyse du contexte d'intervention: (i) **les difficultés d'accès liées à l'enclavement et aux conditions climatiques** ; (ii) **la faible expérience de coopération entre acteurs de développement et populations locales** et (iii) de **prendre en compte la composition ethnique et sociale** en prenant en considération leur mode de vie: nomade, semi-nomade et sédentaire.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Des synergies utiles sont à développer avec d'autres interventions financées actuellement ou par le passé au Tchad par l'UE. Au titre de celles-ci, sont fait références aux projets suivants:

Le **projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au Tchad** (PRCPT), cofinancé par le Fonds fiduciaire de l'Union européenne et la coopération allemande (BMZ), est mis en œuvre par la GIZ jusqu'en décembre 2019. Les communes des chefs-lieux du Borkou (Faya-Largeau) et de l'Ennedi-Ouest (Fada) ont été accompagnées dans la formulation de leur PDC. La présente action profitera de ce travail préalable pour financer directement les activités dans les PDC entrant dans le cadre de l'intervention.

Le **projet d'appui au déminage, au développement et à la protection sociale des personnes vulnérables** (PRODECO) également financé sur ressources du Fonds fiduciaire, démarre en 2018 dans les régions du Tibesti, du Borkou et de l'Ennedi. Le projet met en œuvre, à côté des activités de déminage, un appui aux initiatives locales basé sur une approche intégrée de sécurisation des terres, du développement économique local et de l'inclusion des personnes vulnérables, qui devront être coordonnées ou complétées.

Il sera également nécessaire de trouver des synergies, notamment en terme logistique dans ces zones enclavées, avec les subventions financées par les projets d'appui aux **aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad (APEF)** visant à soutenir le patrimoine culturel et écologique de la zone sahélo-saharienne, ainsi que le **programme d'appui structurant de développement pastoral (PASTOR)**.

L'intervention capitalise aussi sur les enseignements du **projet d'appui à la bonne gouvernance (UE, PAG, 10^e FED)** qui a produit de nombreux outils, en particulier sur la conception de la décentralisation, l'édition d'un matériel didactique ad hoc et sur le soutien

⁵ «Les bonnes pratiques familiales» est un paquet standard de communications pour les communautés qui inclues des connaissances et des pratiques qui portent sur l'hygiène, l'assainissement, le palu, les maladies communes de l'enfance comme les diarrhées et les affections respiratoires et qui touchent aussi très superficiellement la santé de la reproduction. Des modules sur la nutrition sont en préparation.

aux procédures de gestion et de programmation communales. Le projet a ainsi produit un corpus de ***douze modules de formation en direction des CTD***. En outre le projet a développé un système ***d'auto-évaluation-apprentissage des performances de la gouvernance communale***, qui pourra être réutilisé dans le cadre de cette action.

Des synergies et des échanges sont également nécessaires avec les trois projets suivants financés par le 11^e FED et concomitants avec l'action:

- ✓ le projet **sécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad (SAN)** compte tenu des secteurs communs d'intérêt et de la même méthodologie;
- ✓ le projet **réhabilitation et extension de l'adduction en eau potable de la ville de N'Djamena**, notamment pour le renforcement des capacités des agents de la société tchadienne des eaux (STE), gestionnaire du réseau des villes de Faya et Fada;
- ✓ et le projet de **gouvernance démocratique** qui va renforcer le processus politique de la décentralisation et qui va financer des projets de développement local.

La **coordination** des partenaires techniques et financiers (PTF) impliqués dans les domaines pertinents à la nutrition est assurée par la Délégation de l'UE (DUE), facilitateur pour les bailleurs de fonds du mouvement SUN (mouvement pour le renforcement de la nutrition) au Tchad. Le projet COM-NORD participe donc à l'information sur ces zones du Nord du Tchad en matière de nutrition, qui servira au dialogue politique SANAD. La DUE participe aux groupes thématiques des PTF eau et assainissement, dont elle est chef de file, l'eau, et le développement rural. L'action et son évolution seront ainsi communiquées auprès des autres PTF. De plus, des réunions régulières spécifiques au Nord du Tchad sont organisées avec les principaux acteurs humanitaires et de développement y intervenant, prévue pour discuter des difficultés communes et des synergies potentielles entre projets.

3.3 Questions transversales

Les éléments transversaux les plus pertinents sont le genre, le respect des droits de l'Homme et l'attention à apporter à la durabilité environnementale contribuant à l'adaptation au changement climatique qui sont au cœur de la coopération de l'UE au Tchad. La promotion et l'intégration de l'égalité de genre, des droits, de la participation et de l'autonomisation des femmes sont intégrées dans les différentes dimensions et résultats du projet.

Malgré des améliorations notoires en ce qui concerne la situation des femmes, le pays se classe 141 sur 144 pays étudiés dans le Gender Gap Index 2017. L'action doit générer une contribution importante à la prise en compte des problèmes rencontrés par les femmes, en particulier les jeunes femmes et jeunes filles. Les interventions sur l'eau ont un impact très fort sur leur quotidien. L'égalité entre les hommes et les femmes est favorisée par la promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision. Une attention particulière est également portée à l'appui à l'entrepreneuriat des femmes, à travers les activités socio-économiques financées à travers le Fonds de développement communal. De plus, un suivi/recherche/capitalisation sur les aspects culturels liés au genre est mis en place afin de vérifier que l'approche utilisée est inclusive et participative, assurant ainsi un accès équitable à toutes les populations (y compris les nomades).

L'approche basée sur les droits est très présente par l'accent mis sur les groupes plus vulnérables et le rôle accordé aux bénéficiaires comme acteurs de leur propre développement. À ce titre, une attention particulière sera donnée à l'interdépendance des groupes ethniques et socio-économiques et des vulnérabilités culturelles liées.

Les technologies respectueuses de l'environnement sont privilégiées, de même qu'une approche ACI (agriculture climato-intelligente) favorisant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Ces bonnes pratiques culturelles et la maîtrise de l'eau contribuent à la résilience face aux changements climatiques,

à la préservation des ressources naturelles, à la lutte contre la désertification et, in fine, à un développement durable. À travers le «verdissement» PASTOR des PDC/PDV, sont pris en compte des éléments pertinents tels que la gestion des ressources en eau, de la biodiversité, de la gestion durable des sols ainsi que les aspects de gestion des risques et des catastrophes éventuelles.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats⁶

Ce programme s'inscrit dans le programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre l'objectif 3 des ODD «permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge» mais il favorise aussi l'obtention des objectifs «garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau» (objectif 6), «éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable» (objectif 2), et «parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles» (objectif 5).

L'**objectif général** est de réduire les vulnérabilités des populations du Nord du Tchad, en particulier la malnutrition.

L'**objectif spécifique** est d'appuyer le développement intégré et participatif des espaces urbains et péri-urbains des communes du nord du Tchad (Faya-Largeau, Fada et Bardaï), avec un focus sur les besoins des femmes, des jeunes et plus largement des groupes défavorisés.

Les produits attendus sont les suivants:

produit 1. Les besoins des communautés sont identifiés, priorisés et planifiés;

produit 2. Les PDC/PDV sont mis en œuvre selon les priorités du projet et dans une logique de durabilité et de reproductibilité;

produit 3. Les actions communautaires visant à promouvoir les bonnes pratiques sanitaires et nutritionnelles sont renforcées;

produit 4. Les capacités des acteurs en matière de production et de gestion de services aux usagers, sont renforcées (dans le cadre de leur mandat);

produit 5. Les connaissances sur les régions Nord sont produites et partagées.

4.2 Principales activités

Les principaux domaines d'activités sont présentés en rapport aux cinq produits attendus.

Produit 1. Les besoins des communautés sont identifiés, priorisés et planifiés

- Activité 1.1. Établir ou réviser de manière participative les plans de développement communaux (PDC) et/ou plans de développement villageois (PDV);
- Activité 1.2. Faciliter de manière participative la priorisation des actions financées dans le cadre de l'intervention, notamment celles ayant un effet levier sur la santé nutritionnelle et un effet démonstratif;
- Activité 1.3. Informer les promoteurs du développement local sur les opportunités de collaboration et de financement dans le cadre des PDC/PDV existants;
- Activité 1.4. Appuyer les porteurs d'initiatives pour la formulation détaillée de leurs demandes de financement.

⁶ La formulation du contenu du projet relève d'un exercice conjoint de formulation entre l'AFD et l'UE.

Produit 2. Les PDC/PDV sont mis en œuvre selon les priorités du projet et dans une logique de durabilité et de reproductibilité.

- Activité 2.1. Établir un fonds de développement local⁷ auprès de chaque commune;
- Activité 2.2. Réaliser les projets d'infrastructures, en privilégiant l'adduction d'eau, l'assainissement et l'hygiène, et appuyer la gestion/maintenance des réalisations des infrastructures et des services associés ;
- Activité 2.3. Appuyer la réalisation et le suivi les activités socio-économiques des associations et les communautés par les communes et les locaux.

Produit 3. Les actions communautaires visant à promouvoir les bonnes pratiques sanitaires et nutritionnelles sont renforcées.

- Activité 3.1. Identifier et construire avec les communes un réseau d'agents de santé communautaires pour la prévention des maladies et de la malnutrition;
- Activité 3.2. Sensibiliser les communautés, notamment les groupes vulnérables et le système éducatif, sur le bénéfice de la prévention en mettant l'accent sur la santé communautaire et la promotion des «bonnes pratiques familiales»;
- Activité 3.3. Renforcer les capacités du personnel soignant, des agents communautaires et autres OSC liées à la santé, axé sur les activités préventives ciblant les connaissances, habitudes et pratiques (CAP) indispensables pour la prévention des maladies liées à l'eau, l'hygiène et la malnutrition.

Produit 4. Les capacités des acteurs en matière de production et de gestion de services aux usagers, sont renforcées (dans le cadre de leur mandat).

- Activité 4.1. Renforcer les capacités des communes;
- Activité 4.2. Appuyer, équiper et former les services techniques déconcentrés (STD);
- Activité 4.3. Appuyer et former les OSC dans la gestion de projet et autres sujets thématiques pertinents pour le développement local.

Produit 5. Les connaissances sur les régions Nord sont produites et partagées.

- Activité 5.1 Réalisation d'études, recherches et/ou échanges;
- Activité 5.2 Diffusion et partage des connaissances.

4.3 Logique d'intervention

L'action propose d'inverser ces situations par une approche de développement local intégré, en partant de l'identification des besoins exprimés par les communautés locales à travers des plans de développement communaux (PDC). Une fois le PDC de chaque commune adopté par son conseil municipal, un fonds de développement communal pour la mise en œuvre de ce PDC est alors créé. Un comité d'octroi présidé par la commune priorise les projets à financer, dont l'opérateur de mise en œuvre valide la pertinence au regard des objectifs de l'action.

L'action peut ainsi financer la fourniture de services de base, tout en impliquant les entités privées ou publiques mandatées, ainsi que les populations à travers les OSC. Étant unanimement le besoin le plus urgent recensé et étant un levier primordial de réduction des vulnérabilités, l'action cible l'adduction d'eau potable en premier lieu. Cela permet par la suite d'élargir les activités à d'autres domaines liés, à savoir l'assainissement liquide et solide, la santé et la nutrition (en particulier des femmes, des jeunes et des enfants de moins de 5 ans),

⁷ L'option d'un pilotage par un comité multi acteur, présidé par la commune est privilégié. La gestion financière de ces fonds sera assurée par l'opérateur de projet.

tout en dynamisant l'économie locale. Cela suppose que des délégataires de qualité, privés et/ou publics, soient disposés à concourir aux marchés lancés. Enfin, l'opérateur de mise en œuvre veille à ce que les activités de développement ne soient pas captées par les élites locales.

En parallèle de ces activités de mise en œuvre des activités des PDC, et pour s'assurer qu'il y ait un impact sur la santé nutritionnelle, objectif global de l'action, des activités de santé communautaires ciblant les pratiques sanitaires et la nutrition sont mises en œuvre avec le concours de la commune et des services de santé. Cela implique que les communautés, ayant une identité culturelle forte et traditionnelle, acceptent de discuter des problématiques socio-culturelles.

De manière horizontale, des activités de renforcement de capacités auprès des principaux acteurs de développement seront mises en place: en premier lieu la commune, dans le but d'améliorer sa fourniture de services auprès des citoyens, puis, les STD dans le cadre de leur mandat d'appui/conseil auprès des communes et enfin les OSC. Nous partons de l'hypothèse que les agents de l'État sont présents et qu'ils ont les capacités minimales requises, que les conseils communaux sont stables, et que les communautés s'engagent de manière effective dans ce processus de développement participatif.

Enfin, des études sont menées afin de parfaire les connaissances de ces populations habitant dans la zone saharienne du Tchad, notamment les dynamiques socio-culturelles, incluant le genre, les pratiques sanitaires et nutritionnelles, les réserves en eau, les problématiques d'exploitation agricole liées au foncier, etc.

Avec ces cinq volets d'activités, l'action pose des bases durables pour un développement de ces communes et ambitionne d'avoir un impact réel sur les vulnérabilités locales, en particulier la malnutrition. Cela implique bien évidemment un engagement politique important de la part des autorités du Tchad, et en particulier que les réformes attendues d'autonomisation des communes deviennent effectives pendant la durée de sa mise en œuvre, notamment au niveau du transfert des ressources. Des enseignements de cette première phase pourront être tirés pour renforcer et étendre l'action de manière thématique et/ou à d'autres centres urbains ou ruraux de ces régions.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

5.4 Modalités de mise en œuvre

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives⁸ affectant les pays de mise en œuvre concernés.

5.4.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre

Une partie de la présente action est mise en œuvre en gestion indirecte avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Cette mise en œuvre de cette action implique l'exécution des activités intégrées dans les cinq produits du projet.

La modalité de mise en œuvre se justifie car la GIZ a une connaissance des régions du Nord, notamment suite à la mise en œuvre du projet PRCPT financé par le Fonds fiduciaire, y compris l'entame d'appuis aux CTD et aux OSC à travers l'élaboration des PDC.

EN outre, la GIZ a déjà fait la preuve de ses savoir-faire dans le domaine de la gouvernance locale au Tchad, maîtrise aussi les règles en application à l'Union européenne, a les capacités, malgré les difficultés de la zone, de mobiliser les ressources humaines utiles pour constituer la cellule d'exécution du projet (CEP) qui sera basée à Faya Largeau. Enfin, le risque de captation des ressources financières au niveau local et national sera limité par cette modalité de mise en œuvre.

L'entité en charge réalisera les tâches d'exécution budgétaire suivantes : engager, conclure, suivre et gérer des contrats, lancer des appels d'offres, effectuer des paiements et recouvrer les montants dus, soit toutes actions relatives au pouvoir adjudicataire délégué.

En cas d'échec des négociations avec l'entité en charge susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 5.4.2.

5.4.2 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles : Subventions: appel à propositions «développement intégré des communes du Nord du Tchad» (gestion directe)

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

L'ensemble des objectifs et résultats escomptés comme indiqué à la section 4.1 devront être atteints par les subventions octroyées. L'appel visera à développer de manière intégrée les communes ciblées par l'action pour améliorer les services rendus aux populations. L'établissement ou la révision des plans de développement communaux (PDC) seront nécessaires. Les interventions liées à l'eau, l'assainissement, l'hygiène, la nutrition et le développement socio-économique, avec pour cible principale les jeunes et les femmes, seront prioritaires. En complément, un renforcement des capacités des CTD, STD et OSC sera mis en œuvre. Des études complémentaires sur le milieu seront à mener.

(b) Conditions d'éligibilité

Pour pouvoir prétendre à une subvention, le demandeur chef de file ou le(s) codemandeur(s) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être une personne morale; et

⁸ Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

- appartenir à l'une des catégories suivantes: organisations non gouvernementales (ONG), groupement sans personnalité juridique, un organisme public ou semi-public, une autorité locale, ou une organisation internationale; et
- être établi dans un État membre de l'Union européenne et pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et autres nationalités éligibles conformément au règlement 1905/2006 (annexes a2a et a2b du PRAG) portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement et aux articles 20 et 22 de l'annexe IV/révisé en 2010 de l'accord de Cotonou. Cette obligation ne concerne pas les organisations internationales;
- être directement chargés de la préparation et de la gestion de l'action.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est situé entre 2 000 000 et 10 000 000 EUR en fonction du lot. La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de 48 mois.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 90 %.

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel

2^e trimestre 2019

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

La présente contribution de l'UE comprend un montant de 10 000 000 EUR à recevoir au titre d'un ou de plusieurs accords de transfert avec l'Agence française de développement. Ce montant comprend la somme forfaitaire destinée à couvrir les coûts administratifs de la Commission.

Désignation	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers (en EUR)
5.4.1 Gestion indirecte avec la GiZ	19 045 000	2 500 000
5.9 Evaluations, 5.10 audit	355 000	-
5.11 Communication et visibilité	150 000	-
Frais commission pour convention de transfert	450 000	
Totaux	20 000 000	2 500 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le maître d'ouvrage de la convention de financement est le ministre de l'économie, de la planification du développement (MEPD), ordonnateur national. Le ministère de tutelle du projet est le ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale (MAT), chargé de coordonner la supervision au sein des autres ministères concernés.

Un comité de pilotage (CoPil) est mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale de la ligne d'action du projet sous la présidence de l'ordonnateur national.

Un comité de suivi opérationnel (CSO) est mis en place dans chacune des communes pour le suivi opérationnel et technique du projet (aspects techniques, administratifs et financiers).

Le maître d'œuvre du projet est la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GiZ). La cellule d'exécution du projet (CEP) sera basée à Faya-Largeau et aura des antennes dans les autres régions d'intervention.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées et de l'évolution des risques contextuels, institutionnels et opérationnels, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Des études spécifiques sont réalisées par le partenaire de mise en œuvre et financées sur le budget d'action, notamment afin de renseigner la situation initiale de chaque commune et définir plus en détail les activités à mener:

- diagnostic de performance des communes (initial/final – auto-évaluation);
- études techniques préalable sur l'eau (disponibilité, qualité, cahier des charges, suivi – audit);
- enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) en matière d'eau, d'hygiène et de nutrition (initiale et finale);
- étude sur les besoins de renforcement des capacités des OSC (initiale);
- étude SWOT sur le développement de l'agriculture incluant le foncier (initiale);
- étude «Do no harm», incluant le genre (initiale).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à son financement associant différents partenaires financiers, à l'ambition de ses résultats et à la diversité des acteurs impliqués dans sa réalisation. En complément et compte tenu de la possibilité de l'étendre dans le futur, avec un budget plus conséquent, il paraît utile de tirer les enseignements, positifs ou négatifs, issus de son exécution.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait qu'elle revêt un aspect pilote susceptible d'extension dans le temps et dans l'espace.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation (comprenant l'évaluation à mi-parcours et finale pour le suivi) au titre d'un contrat-cadre début 2021.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre lors du premier semestre 2020.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge.

Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

À titre indicatif, il sera conclu un ou plusieurs marchés de services de communication et de visibilité, dont éventuellement un contrat-cadre, durant la période de mise en œuvre du projet.

Acronymes et Abréviations

ACI	Agriculture climato-intelligente
AEP	Adduction d'eau potable
AFD	Agence française de développement
APEF	Appui aux aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad
BET	Région Borkou, Ennedi et Tibesti
BMZ	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement)
CAP	Connaissances, habitudes et pratiques
CRA	Comité régional d'action
CDA	Comité départemental d'action
CEP	Cellule d'exécution du projet
CLA	Comité local d'action
CoPil	Comité de pilotage
CSO	Comité de suivi opérationnel
CTD	Collectivité territoriale déconcentrée
DUE	Délégation de l'Union européenne
FED	Fond européen de développement
GiZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
MAT	Ministère de l'administration du territoire, de la sécurité publique et de la gouvernance locale
MEPD	Ministère de l'économie et de la planification du développement
OCHA	Bureau des Nations unies de coordination de l'action humanitaire
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
OMD	Objectifs mondiaux de développement
OSC	Organisations de la société civile
PADL-GRN	Programme d'appui au développement local – gestion des ressources naturelles
PAON	Programme d'appui à l'ordonnateur national
PASTOR	Programme d'appui structurant de développement pastoral
PDC	Plan de développement communal
PDV	Plan de développement villageois
PND	Politique nationale de développement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PIN	Programme indicatif national
PIR	Plan d'investissement régional (en eau)
PTF	Partenaires techniques et financiers
PRCPT	Projet de renforcement de la résilience et de la cohabitation pacifique au Tchad
PRODECO	Projet d'appui au déminage au développement et à la protection sociale des personnes vulnérables
REG	Restes d'explosifs de guerre
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
SDEA	Schéma directeur de l'eau et de l'assainissement
SNLCC	Stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques
STD	Services techniques décentralisés
STE	Société tchadienne des eaux
SUN	Scaling-up nutrition
UE	Union européenne

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global	Réduire les vulnérabilités des populations du Nord du Tchad, en particulier la malnutrition	% de malnutrition aigüe globale (garçons/filles) - % malnutrition chronique globale des enfants de moins de 5 ans dans le BET (garçons/filles) (lien avec EURF9) **	2015 MA Globale : 22,1/16,9% MCG : 30,9/24,8 %	2022 MA Globale : 18/15 % MCG: 26/22 %	Étude SMART	
		Incidence des maladies hydriques chez les enfants de – de 5 ans (d5 PIN) **	2017 Borkou/Ennedi O. et Tibesti: à identifier en phase introductoire	2022 Borkou/Ennedi O. et Tibesti: à identifier en phase introductoire	Statistiques issues de la Délégation à la santé et aux affaires sociales	
		Proportion de la population en insécurité alimentaire (b1 PIN) *	2015 Borkou: 8,12 % Ennedi O.: 3,67 % Tibesti: indispo.	2022 Borkou: 7,5 % Ennedi O.: 3 % Tibesti: 6 %	Rapports de la cellule de suivi du PND / ENSA	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif spécifique	Appuyer le développement intégré et participatif des espaces urbains et péri-urbains des communes du Nord (Faya, Fada et Bardaï) du Tchad, avec un focus sur les besoins des femmes, des jeunes et plus largement des groupes défavorisés.	Taux de desserte à l'adduction d'eau potable en milieu urbain (Faya, Fada) ou milieu semi urbain (Bardaï) existant/en fonctionnement (équivalent d1 PIN GAP16,6/EURF18) * / **	2015 Faya: 54 %/26 % Fada: 22 %/12 % Bardaï: 10 %/9 %	2022 Faya: 65 %/65 % Fada: 50 %/50 % Bardaï: 35 %/35 %	Rapport du délégataire de gestion des AEP (Faya, Fada) / commune (Bardaï)	Les textes d'application en matière de transfert de compétence précisent les engagements respectifs et réciproques de l'État et des CTD Les communes disposent des ressources pour assurer leurs dépenses de fonctionnement/Intérêt de l'État suite à la conduite du projet en délégation de gestion
		Proportion de ménages équipés de latrines améliorées et de puits d'infiltration dans les communes ciblées (équivalent SDG6.46)	2016 Borkou: 3 % Ennedi O: 0 % Tibesti: 8 %	2022 Faya: 30 % Fada: 25 % Bardaï: 20 %	Rapport du service municipal de l'hygiène, de la santé et de l'assainissement	
		Couverture services de soins prénatals (au moins une visite/4 visites et plus) (GAP11.2 / SDG3.2)	2018 Borkou / Ennedi O. et Tibesti: à identifier en phase introductoire	2022 Borkou/Ennedi O. et Tibesti: à identifier en phase introductoire	Statistiques issues de la Délégation à la Santé et aux Affaires Sociales	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		Nombre des ménages (cibles des activités de santé communautaire) ayant adopté 3 ou plus des bonnes pratiques nutritionnelles (ex: allaitement exclusif pour les enfants de moins de 6 mois, alimentation diversifiée, stockage correct des aliments et préparation hygiénique des repas)	2018 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	2022 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	Étude initiale et finale CAP	
		Pourcentage des ménages dont les membres qui lavent leurs mains dans la journée, pendant les moments critiques	2018 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	2022 Faya/Fada et Bardai: +20 points de %	Étude initiale et finale CAP	
		Part des dépenses récurrentes des CTD en matière de services de base (santé, éducation,...)	2017 Borkou/Ennedi O. et Tibesti: à identifier en phase introductoire	2022 Borkou/Ennedi O. et Tibesti: à identifier en phase introductoire	Comptes administratifs et états financiers	
		Le taux de recouvrement des impôts et taxes communales durant l'exercice écoulé	2015 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	2022 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	Comptes administratifs et états financiers	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		Type et appréciation des services octroyés par la Commune aux citoyens	2018 Faya, Fada, Bardaï: à identifier en phase introductoire	2022 – 75 % des enquêtés recourant aux services communaux constatent une amélioration des services opérés	Enquête qualitative (issue du diagnostic des performances de la commune)	
Produit 1	Les besoins des communautés sont identifiés, priorisés et planifiés	Statut d'un PDC/PDL de qualité, développé à travers un processus consultatif inclusif (représentant l'ensemble des communautés), incluant les aspects sociaux (dont la santé, y compris la malnutrition et celle des jeunes filles) et économiques (notamment pour les femmes et les jeunes), ainsi que l'environnement.	2017 Borkou, Ennedi O et Tibesti : pas de PDL	2022 Borkou, Ennedi O et Tibesti: 3 PDC et 1 PDL (si pertinent) intégrant les aspects sociaux et économiques, ainsi que l'environnement	Décret ou approbation du service municipal + évaluation externe de la qualité des PDC	Les communautés s'engagent activement dans le processus de développement participatif Les communes reconnaissent la légitimité des acteurs locaux en matière de développement
		Nombre de demande de financement des communautés appuyées par le projet (dont ceux ciblant les femmes et les jeunes)	2017 Faya: 0 Fada: 0 Bardaï: 0	2022 Faya: 40 (15 F, 10 J) Fada: 20 (8 F, 5 J) Bardaï: 10 (4 F, 2 J)	Rapports du projet	
		Nombre et affectations	2015	2022 (nombre de	Rapports du	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		(géographique, secteurs,...) des subventions accordées aux acteurs du développement local (H & F, jeunes)	Borkou: 0€, 0 % Ennedi O: 0€, 0 % Tibesti: 0€, 0 %	projets) Borkou: 30, 30 % Ennedi O.: 15, 25 % Tibesti: 5, 25 %	projet	
Produit 2	Les PDC/PDV sont mis en œuvre selon les priorités du projet et dans une logique de durabilité et de reproductibilité	% des PDC initiaux mis en œuvre avec l'appui de l'action (en fonction du montant)	2017 Faya: 0 Fada: 0 Bardaï: 0	2022 Faya: 40 % Fada: 30 % Bardaï: 25 %	Rapports du projet	Des délégataires, privés et/ou publics, sont disposés à concourir aux marchés lancés par les CTD pour gérer les services Les activités de développement ne sont pas captées par les élites locales
		Nombre de personnes en insécurité alimentaire bénéficiant de projets appuyés par l'action à travers le financement du PDC (b2 PIN) (désagrégé par sexe et par âge) *	2017 Faya: 0 Fada: 0 Bardaï: 0	2022 Faya: 3000 Fada: 1000 Bardaï: 500	Rapports du projet	
		Nombre de personnes nouvellement branchées au réseau d'eau potable de la commune sur le financement de l'action	2017 Faya : 0 Fada : 0 Bardaï : 0	2022 Faya: 2000 Fada: 1500 Bardaï: 750	Rapport du délégataire de gestion des AEP (Faya, Fada)/commune (Bardaï)	
		Ratio du nombre de latrines en école primaire pour garçons et filles (non mixtes)/nombre d'élèves en %	2015 B: 6/6.249 = 0,096 % E: 70/2.840 =	2015 B = 6 % E = 7 % T = 7 %	Statistiques issues de la délégation à l'enseignement et à la	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
			2,46 % T : 8/3.198 = 0,254 %		jeunesse/min eau.	
		Nombre de sites et surface de production agricole mise en valeur à travers des pratiques agricoles durables et résilientes avec l'appui de l'action (b3 PIN) *	2017 Faya: 0 Fada: 0 Bardaï: 0	2022 Faya: 5, 25ha Fada: 2, 10ha Bardaï: 1, 5ha	Rapports du projet	
Produit 3	Les actions communautaires visant à promouvoir les pratiques sanitaires et nutritionnelles allant au-delà du PDC sont renforcées	Nombre de femmes et d'enfants bénéficiant de conseil/sensibilisation en nutrition avec l'appui du projet (c1 PIN) *	2018 Faya: 0 Fada: 0 Bardaï: 0	2022 Faya: 500 Fada: 200 Bardaï: 50	Délégation à la santé et aux affaires sociales	Le service de santé s'implique dans la mise à niveau de son offre de soins et de services face aux besoins et contraintes des communautés
		Nombre de ménages ayant bénéficié d'une sensibilisation aux pratiques d'hygiène adéquates (d3 PIN) *	2018 Faya: N/A Fada: N/A Bardaï: N/A	2022 Faya: 500 Fada: 150 Bardaï: 50	Enquête	Les communautés acceptent de discuter des problématiques socio-culturelles liées à la santé.
Produit 4	Les capacités des acteurs en matière de programmation et de production de services aux usagers, sont	Nombre d'acteurs de développement (ONG, associations, communautés) ayant reçu un renforcement de capacités par l'action	2018 Faya: N/A Fada: N/A Bardaï: N/A	2022 Faya: 300 Fada: 120 Bardaï: 50	Rapports du projet	L'État prend les dispositions requises pour assurer la présence des agents de l'État à leurs postes. Stabilité dans les

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	renforcées (dans le cadre de leur mandat) (CTD, STD, chefferie coutumière, ONG, associations, communautés ; H & F, jeunes)	Nombre de réunions total organisées par la commune avec le CRA/CDA/CLA	2018 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	2019-2022 Faya, Fada, Bardai: à identifier en phase introductoire	Rapports du projet/CRA	communes malgré à la préparation et la tenue des prochaines élections communales Les STD sont engagés et ont les capacités adéquates Les communautés s'engagent activement dans le processus de développement participatif
		Existence de mécanismes d'auto-évaluation et/ou de suivi-évaluation de la commune	2018 Faya/Fada/Bardai: il n'existe ni mécanisme d'auto-évaluation ni de dispositif de suivi-évaluation	2022 Faya/Fada/Bardai: il existe un mécanisme d'auto-évaluation et un dispositif de suivi-évaluation utilisés dans l'année	Diagnostic des performances de la commune	
		Existence, la qualité et disponibilité d'un service d'hygiène, santé, assainissement et enlèvement des déchets au sein de la commune	2018 Faya/Fada/Bardai: il n'existe pas de service	2018 Faya/Fada/Bardai: il existe un service assez fonctionnel	Diagnostic des performances de la commune	
		Existence d'un manuel de procédure de gestion administrative, financière et comptable	2018 Faya/Fada/Bardai: Il n'existe aucun manuel de procédure	2018 Faya/Fada/Bardai: il existe un manuel de procédure qui est appliqué et respecté rigoureusement	Diagnostic des performances de la commune	

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Produit 5	Les connaissances sur les régions Nord sont produites et partagées.	Nombres d'études et/ou recherches produites et diffusées avec l'appui de l'action	2018 0	2022 10	Rapports du projet	

Activités du Produit 1	Les besoins des communautés sont identifiés, priorisés et planifiés
	<p>Activité 1.1. Identifier les besoins des communautés, établir ou réviser de manière participative les PDC et/ou PDL;</p> <p>Activité 1.2. Faciliter de manière participative la priorisation des actions financées dans le cadre de l'intervention, notamment celles ayant un effet levier sur la santé nutritionnelle et un effet exemplatif;</p> <p>Activité 1.3. Informer les promoteurs du développement local sur les opportunités proposées par la commune dans le cadre des PDC/PDL existants;</p> <p>Activité 1.4. Appuyer les porteurs d'initiatives pour la formulation détaillée de leurs demandes de financement.</p>
Activités du Produit 2	Les PDC/PDV sont mis en œuvre à travers un fonds de développement local (FDL) selon les priorités du projet et dans une logique de durabilité et de reproductibilité
	<p>Activité 2.1. Établir et mettre à disposition de chaque commune un fonds de développement local;</p> <p>Activité 2.2. Appuyer la contractualisation entre les acteurs concernés des actions à financer identifiées comme prioritaires dans les PDC/PDL;</p> <p>Activité 2.3. Réaliser les projets d'infrastructures, en privilégiant l'adduction d'eau, l'assainissement et l'hygiène et mettre en place et appuyer la gestion communautaire des services associés aux infrastructures réalisées;</p> <p>Activité 2.4. Appuyer le suivi des réalisations des infrastructures et des services associés par les communes avec les acteurs intra-communaux;</p> <p>Activité 2.5. Réaliser et appuyer le suivi les activités socio-économiques des associations et les communautés par les communes et les acteurs intra-communaux.</p>
Activités du Produit 3	Les pratiques sanitaires et nutritionnelles allant au-delà du PDC sont améliorées grâce au renforcement des actions communautaires
	<p>Activité 3.1. Identifier et construire avec la commune un réseau d'agents de santé pour les maladies/affections épidémiologiques les plus répandues liées à la malnutrition;</p> <p>Activité 3.2. Sensibiliser les communautés, notamment les groupes vulnérables et le système éducatif, sur le bénéfice de la prévention en mettant l'accent sur la santé communautaire et la promotion des «bonnes pratiques familiales»;</p> <p>Activité 3.3. Renforcer les capacités du personnel soignant, des agents communautaires et autres OSC liées à la santé, axé sur les activités préventives ciblant les connaissances, habitudes et pratiques (CAP) indispensables pour la prévention des maladies liées à l'eau, l'hygiène et la malnutrition.</p>

Activités du Produit 4	Les capacités des acteurs en matière de programmation et de production de services aux usagers, sont renforcées (dans le cadre de leur mandat)	
	<p>Activité 4.1. Faciliter les échanges entre les acteurs de développement et l'administration, et la fonctionnalité d'un tel espace (ex: CRA/CLA...);</p> <p>Activité 4.2. Renforcer les capacités des communes pour la production de services aux usagers:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. dresser, au démarrage de l'action, un constat de situation de la fonctionnalité des communes et de leur relation avec les usagers, les OSC et les STD; b. appuyer la définition d'un organigramme, définir les profils de poste correspondants, valider un plan de renforcement des capacités et l'équiper de manière adaptée; c. accompagner les communes dans leur fonctionnement en lien à la production des services aux usagers et leurs relations aux rôles des différents acteurs; <p>Activité 4.3. Appuyer, équiper et former les services techniques déconcentrés (STD) en relation aux rôles des différents acteurs;</p> <p>Activité 4.4. Appuyer et former les OSC dans la gestion de projet (de l'identification à l'évaluation) et autres sujets thématiques pertinents pour le développement local.</p>	
	Les Connaissances sur les régions nord sont produites et partagées.	
du Produit 5	<p>Activité 5.3 Réalisation d'études, recherches et/ou échanges</p> <p>Activité 5.4 Diffusion et partage des connaissances.</p>	

* Indicateurs correspondant au document de programmation pertinent

** Indicateurs correspondant au cadre de résultats de l'UE.